

Appel à contributions

Numéro spécial 2019, vol. 44(3) de la
Revue suisse de sociologie

Comment le monde du travail transforme les institutions éducatives

Editeurs invités:

Barbara Duc (Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle),
Barbara.Duc@iffp.swiss

Kerstin Duemmler (Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle),
Kerstin.Duemmler@iffp.swiss

Héloïse Durler (Haute école pédagogique Vaud), heloise.durler@hepl.ch

Philippe Losego (Haute école pédagogique Vaud), philippe.losego@gmail.com

Les institutions éducatives se distinguent en termes de proximité au monde du travail. Alors que certaines préparent directement leurs élèves à un métier ou à une profession spécifique, d'autres offrent une éducation à visée plus générale. Néanmoins, toutes se définissent, de façon plus ou moins explicite, par rapport à une certaine conception du monde du travail. Les compétences transversales et pratiques que les institutions favorisent et les attentes cognitives qu'elles formulent, explicitement ou implicitement, sont liées aux normes sociales contemporaines, telles que l'autonomie, la responsabilité, les compétences sociales et communicationnelles, le contrôle de ses émotions, l'engagement personnel, ou l'atteinte des objectifs, imposées par la tertiarisation du marché du travail (Voss & Pongratz, 1998).

Durant les dernières décennies, les institutions éducatives ont fait de plus en plus face à des exigences d'utilité économique qui ont émergé avec l'expansion continue des systèmes éducatifs et l'accroissement de la compétition entre les économies nationales de l'ère globale (Tomlinson, 2013). Ces exigences ont un impact sur le contenu des programmes de formation. Présentées comme des demandes d'adaptation aux attentes du marché du travail, elles intègrent notamment les compétences personnelles et sociales (Kergoat, 2007). Dans ce contexte, les directeurs et directrices, enseignant-e-s, élèves et familles sont de plus en plus tenu-e-s responsables des conséquences de leurs actions et sont censé-e-s adopter un comportement similaire à celui qui est valorisé sur le marché du travail.

Les institutions éducatives sont aussi réorganisées selon les logiques de la nouvelle gestion publique (NGP). Ces logiques ont changé l'organisation du travail, son contenu, ses divisions et ses conditions. Même les institutions les plus éloignées du monde du travail – jardins d'enfants, écoles primaires et secondaires obligatoires, gymnases et universités – ont, jusqu'à un certain point, adopté un modèle de « quasi-marché » (Felouzis, Maroy, & Van Zanten, 2013). Dans l'actuelle ère de la gouvernance digitale (Dunleavy et al. 2006), les institutions

éducatives se focalisent sur la standardisation des connaissances et l'implémentation de systèmes d'assurance-qualité. Par conséquent, les enseignant-e-s ainsi que les directeurs et directrices d'établissement sont conduit-e-s à rendre des compte (Mons & Dupriez, 2010) et à travailler en collectif (Marcel et al. 2007), pour homogénéiser leurs pratiques.

Ces exigences d'utilité économique et ces pratiques de standardisation demandent à être davantage investiguées. L'objectif de ce numéro spécial est d'explorer comment et dans quelle mesure elles transforment les institutions éducatives ainsi que leur impact sur le contenu des programmes d'éducation et sur les expériences subjectives. Cette perspective soulève les questions suivantes :

- Comment les exigences économiques se présentent-elles dans les institutions et programmes éducatifs? Quelles en sont les conséquences, par exemple en termes de développement de compétences, de prérequis ou de critères de sélection ?
- Quels sont les principaux moteurs de cette dynamique générale ? Comment les différent-e-s acteurs et actrices (ex : directeurs et directrices, enseignant-e-s, formateurs et formatrices, parents, apprenant-e-s, etc.) se positionnent-elles et ils face à ces transformations ?
- Comment ces exigences d'utilité économique façonnent-elles et transforment-elles les lieux de travail dans les institutions éducatives ? Qu'en est-il des inégalités sociales dans ces institutions ? De nouvelles formes d'exclusion ou d'inclusion sont-elles produites ?

Les auteurs sont invité-e-s à soumettre des propositions qui explorent les diverses relations entre le monde du travail et celui de l'éducation en se référant à différentes perspectives sociologiques (ex : socialisation professionnelle, production des inégalités sociales ou gouvernance des systèmes éducatifs). Nous acceptons des contributions théoriques ou empiriques utilisant des méthodes qualitatives et/ou quantitatives. Les contributions de tout niveau analytique sont les bienvenues : micro (ex : trajectoires individuelles entre l'école et le travail, expériences subjectives, interactions en classe), méso (ex : logiques organisationnelles, acteurs collectifs), ou macro (ex : politiques éducatives).

References

- Dunleavy, P., Margetts, H., Bastow, S., & Tinkler, J. (2006). New public management is dead – long live digital-era governance. *Journal of public administration research and theory*, 16(3), 467–494.
- Felouzis, G., Maroy, C., & Van Zanten, A. (Ed.). (2013). *Les marchés scolaires: sociologie d'une politique publique d'éducation*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Kergoat, P. (2007). Une redéfinition des politiques de formation. Le cas de l'apprentissage dans les grandes entreprises. *Formation emploi*, 99, 13-28.
- Marcel, J.-F., Dupriez, V., Périsset Bagnoud, D., & Tardif, M. (Ed.). (2007). *Coordonner, collaborer, coopérer. De nouvelles pratiques enseignantes*. Bruxelles: de Boeck.
- Mons, N. & Dupriez, V. (2010). Les politiques d'accountability. *Recherche et formation*, 65, 45-59.
- Tomlinson, M. (2013). *Education, Work and Identity. Themes and Perspectives*. London: Bloomsbury.
- Voss, G. G., & Pongratz, H. J. (1998). Der Arbeitskraftunternehmer. Eine neue Grundform der Ware Arbeitskraft? *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 50(1), 131-158.

Merci de soumettre votre proposition d'article à Kerstin Duemmler (Kerstin.Duemmler@iffp.swiss) pour le **15 novembre 2017**.

La proposition d'article comprendra les informations suivantes :

- Nom et prénom, adresse courriel et affiliation de l'ensemble des auteur-e-s
- Titre de la contribution
- Résumé d'environ 500 mots plus une bibliographie indicative (sujet, objectif, méthode, résultats, discussion, conclusion).

Les résumés seront évalués par les éditeurs invités et une décision d'acceptation ou de rejet sera communiquée le **20 décembre 2017**.

Les auteurs sélectionnés seront invités à soumettre leur manuscrit (max. 8'000 mots, 50'000 caractères incluant tableaux, figures et références bibliographiques) pour le **1 juin 2018**. Les manuscrits seront ensuite soumis au processus habituel d'évaluation par les pairs de la Revue suisse de sociologie, avec au minimum deux examinateurs (reviewers) par manuscrit. Les langues des articles peuvent être l'anglais, l'allemand ou le français. Des informations supplémentaires sur la Revue suisse de sociologie et la procédure de soumission sont accessibles à l'adresse <https://szs.sgs-sss.ch/fr/>

La publication du numéro spécial est prévue pour le mois de **novembre 2019**.

Les éditeurs invités organisent sur la même thématique la conférence biennale du réseau 'Sociologie de l'éducation' de la Société Suisse de Sociologie qui a lieu le 8-9 novembre 2018 à la HEP Vaud, Lausanne.

Pour toutes questions, veuillez contacter Kerstin Duemmler, (Kerstin.Duemmler@iffp.swiss)